



## ÉDITORIAL

### Et si nous parlions d'Europe

Au printemps dernier, les électeurs européens ont manifesté une certaine réserve, voire une réticence au sujet des actions menées par l'Union Européenne lors de l'élection de son Parlement. Et pourtant...

Dans le domaine de la radioprotection, faut-il le rappeler, l'impulsion donnée par l'Union, donc de tous les gouvernements réunis est absolument essentielle. Elle se décline dans tous les secteurs concernés et fédère les efforts nationaux.

En ce qui concerne les fondements **réglementaires**, l'Union, conformément aux articles 30 et 31 du traité Euratom, vient de publier une nouvelle directive (2013-59) afin de prendre en compte l'esprit des dernières recommandations de la CIPR (sa publication 103), et d'intégrer ainsi non seulement les acquisitions récentes de la science mais également l'expérience opérationnelle la plus récente. Rappelons au demeurant aux eurosceptiques qu'une directive, qui s'impose aux Etats membres ne peut être adoptée qu'avec l'accord de tous les états membres. La SFRP a tenu à organiser un débat autour de la transposition de cette directive (voir compte rendu dans le RP Magazine).

Mais l'action de l'Europe ne s'arrête pas à la seule réglementation, loin s'en faut. Ainsi dans le cadre de son traité Euratom (signé en 1957), elle encourage **les programmes de recherche** en matière de radioprotection avec une idée force, à savoir structurer les différentes actions financées de façon cohérente. Ceci se fait au travers de programmes cadres, qui depuis leur création en 1984 se succèdent au rythme de l'acquisition des connaissances. Nous en sommes au 7<sup>e</sup> plan. Il marque un réel tournant dans la mesure où il est exclusivement consacré aux effets des faibles doses. Que de chemins parcourus depuis leur création !... Au départ le financement ne concernait que des projets isolés, puis l'Europe a obligé les laboratoires à se regrouper pour favoriser une véritable émulation conférant sa noblesse à la « recherche européenne ». Pour avoir vécu cette époque, je peux témoigner combien ces actions furent enthousiasmantes et riches.

Plus encore, après l'accident de Tchernobyl, l'Europe a encouragé le développement de **programmes post-accidentels**. Citons le programme RODOS, permettant d'évaluer les conséquences d'un accident sur la production agricole et cartographier les niveaux d'irradiation des populations. Programme parfois concurrent de modèles nationaux tel ASTRAL pour la France. Elle a développé également le projet EURANOS (European approach to Nuclear and radiological Management and Rehabilitation strategies), ou encore le projet NERIS (Preparedness for nuclear and radiological emergency response and recovery : implementation of ICRP recommendations), programmes dont les bilans ont été publiés dans nos colonnes (Vol. **45** (5) et Vol. **48** (5)).

Enfin, n'oublions pas **l'enseignement**, avec les programmes EUTREP (European Training and Education in Radiation Protection) et ENETRAP (European Network on Education and Training in Radiological Protection) où la communauté française participe activement. Des efforts pédagogiques sont encouragés et j'en veux pour preuve la rédaction en anglais d'un livre intitulé « *European Radiation Protection Course* » reprise d'un volume consacré à la formation des Personnes Compétentes en Radioprotection.

Bien entendu, certains me diront que j'ai oublié tel ou tel programme. Ils ont sans doute raison. Mon propos n'était pas de dresser un inventaire exhaustif, mais d'illustrer, à travers ces quelques exemples, combien notre discipline a été aiguillonnée, stimulée donc aidée, grâce aux décisions volontaristes émanant de Bruxelles.

L'Europe ne doit pas être vouée aux gémonies !...

D'ailleurs, notre journal, *Radioprotection* en ouvrant ses colonnes à tous au travers du bilinguisme franco-anglais, et en publiant les bilans de certains programmes dans des numéros spéciaux est totalement associé à ces actions européennes qu'il convient d'inscrire, de façon pérenne, dans le paysage de la radioprotection.

Henri Métivier, Président du Comité de rédaction